

# LES PROCÉDURE D'URGENCE DANS LES RÈGLEMENTS DES INSTITUTIONS ARBITRALES ESPAGNOLES ET LATINOAMÉRICAINES

**Jean Paul Correa Delcasso**  
**Docteur en Droit. Avocat**

## I. INTRODUCTION :

Les procédures d'urgence ont été progressivement introduites dans la réglementation des principales institutions d'arbitrage espagnoles (Corte de Arbitraje de la Cámara de Comercio de Madrid ; CIMA ; AEADE ou Tribunal Arbitral de Barcelona), notamment à partir de l'année 2010, approximativement.

De même, certaines institutions arbitrales de l'Amérique Latine les ont introduites récemment, comme la Cour d'Arbitrage de la Chambre de Commerce de Lima.

Dans ce sens, nous joignons en annexe la réglementation en vigueur de toutes ces institutions<sup>1</sup>.

## II. CAS QUI ONT ÉTÉ RECENSÉS

Des recherches que nous avons pu effectuer jusqu'à présent, et dans l'attente de recevoir plus d'informations, nous avons pris connaissance que cette institution a été utilisée à trois reprises, dans le cas de la Cour d'Arbitrage de la Chambre de Commerce de Madrid ; une fois, dans le cas du Tribunal Arbitral de Barcelone ; à deux reprises, dans le cas de la Corte de Arbitraje de Madrid ; et aucune fois, dans le cas d'AEADE :

**1) Dans le cas de la Cour d'Arbitrage de la Chambre de Commerce de Madrid**, les affaires qui ont été recensées sont les suivantes :

- Une première affaire, où les parties sont parvenues à un accord avant que l'arbitre ne fut désigné ;
- Une deuxième affaire, où les parties sont arrivées à un accord avant que la décision ne soit rendue. En l'espèce, il s'agissait d'une demande de remise conservatoire d'un navire qui devait être construit pour la partie demanderesse de la mesure d'urgence.
- Une troisième affaire, où la partie demandait la saisie conservatoire des biens du débiteur, qui fut accordée dans les délais prévus par le Règlement (11 jours à compter de la présentation de la demande de mesures d'urgence).

**2) Dans le cas du Tribunal Arbitral de Barcelone**, il s'agissait d'une demande d'adoption de mesures conservatoires sans audience de la contrepartie, à fin d'ordonner que la célébration d'une assemblée générale extraordinaire soit suspendue, et un auditeur nommé.

---

<sup>1</sup> Ont été de même analysées pour constater si leur réglementation introduit la figure de l'arbitre d'urgence : le Règlement d'arbitrage du Centre d'Arbitrage et de Conciliation de la Chambre de Commerce de Bogotá ; le Règlement d'arbitrage du Centre d'Arbitrage de la Chambre de Commerce du Brésil et du Canada ; le Règlement d'arbitrage de la Cour d'arbitrage de la Chambre de Commerce de Santiago ; le Règlement d'arbitrage de la Cour d'arbitrage de la Bourse de Commerce de Buenos Aires et de la Bourse de Commerce du Rosario.

La décision fut rendue quatre jours après accordant ce qui avait été demandé, sous forme de sentence arbitrale. Attaquée conformément aux prévisions du règlement, l'arbitre trancha à nouveau l'affaire sans modifier sa décision antérieure.

2) Dans le cas de la **Corte de Arbitraje de Madrid, deux cas ont été recensés :**

- Dans le premier, les parties ont renoncé à la nomination de l'arbitre d'urgence avant qu'il ne soit nommé ;
- Dans le deuxième, le litige avait pour objet une réclamation pour violation des statuts d'une UTE qui avait pour objet l'exécution de travaux d'agrandissement d'un port maritime.

Le demandeur a sollicité, à titre conservatoire, l'exécution immédiate des travaux et certaines sommes d'argent en raison du travail accompli.

La Cour a nommé arbitre d'urgence dans les 24 heures qui ont suivi le dépôt de la demande.

Ce dernier a accepté la nomination dans un délai de 24 heures et, après avoir entendu les parties et fixé le calendrier de la procédure pour entendre des témoignages, a rendu une ordonnance rejetant les prétentions de la partie demanderesse.

### **III. RÉGLEMENTATION DE L'ARBITRE D'URGENCE DANS LES PRINCIPALES COURS D'ARBITRAGE**

#### **3.1.- Règlement de la Cour d'Arbitrage de la Chambre de Commerce de Madrid :**

- Les mesures qui peuvent être demandées sont des mesures conservatoires ou d'anticipation/conservation des moyens de preuve.
- La partie demanderesse doit justifier l'urgence de sa demande.
- L'arbitre d'urgence est nommé au plus vite possible et, à titre orientatif, dans les deux jours qui suivent la réception de la demande.
- La récusation de ce dernier doit être faite dans les deux jours suivants sa nomination.
- Sauf accord des parties, l'arbitre d'urgence ne pourra pas connaître d'un arbitrage futur lié à cette affaire.
- Dans les deux jours qui suivent la réception du dossier, l'arbitre devra établir le calendrier de la procédure, la décision devant être rendue dans un délai maximal de sept jours depuis cette dernière.
- Au total, la procédure ne pourra pas dépasser onze jours, sauf si le tribunal proroge le délai pour rendre la décision.
- La décision finale revêt la forme d'une ordonnance (« orden procesal »), qui doit être motivée, signée et notifiée par l'arbitre.
- Cette ordonnance sera obligatoire pour les parties et devra être volontairement accomplie par les parties, et pourra être modifiée ou révoquée à la requête des parties avant la constitution du tribunal arbitral.

- La décision ne sera plus obligatoire si l'arbitre d'urgence ou le tribunal arbitral le dispose de la sorte ; si la demande d'arbitrage ne se présente pas dans les quinze jours qui suivent la demande d'arbitre d'urgence ou si la procédure d'arbitrage finit par sentence ou toute autre circonstance.
- Frais: 1.500 euros de frais d'enregistrement + 7.500 euros d'honoraires pour l'arbitre d'urgence, qui peuvent être augmentés ou réduits en fonction des caractéristiques du dossier.

### 3.2.- Règlement d'AEADE :

- Les mesures qui peuvent être demandées sont des mesures conservatoires ou d'anticipation/conservation des moyens de preuve.
  - La partie demanderesse doit justifier l'urgence de sa demande.
  - L'arbitre d'urgence est nommé « au plus vite » ou, normalement, dans les deux jours qui suivent la réception de la demande.
  - La récusation de ce dernier doit être faite dans les deux jours suivants à sa nomination.
  - Dans les deux jours qui suivent la réception du dossier, l'arbitre devra établir le calendrier de la procédure, la décision devant être rendue dans un délai maximal de dix jours depuis cette dernière (que la Cour pourra proroger).
  - La décision finale revêt la forme d'une ordonnance (« orden procesal »), qui doit être motivée, signée et notifiée par l'arbitre.
  - Cette ordonnance sera obligatoire pour les parties et devra être volontairement accomplie par les parties, et pourra être modifiée ou révoquée à la requête des parties avant la constitution du tribunal arbitral.
  - La décision ne sera plus obligatoire si l'arbitre d'urgence le dispose de la sorte ; si une récusation de l'arbitre est acceptée ; si la demande d'arbitrage ne se présente pas dans les quinze jours qui suivent la demande d'arbitre d'urgence ; le tribunal arbitral révoque ou modifie la décision de l'arbitre d'urgence ; si la procédure d'arbitrage finit par sentence, par accord entre les parties ou désistement.
  - Frais: 1.000 euros de frais d'enregistrement + 6.000 euros d'honoraires pour l'arbitre d'urgence, qui peuvent être augmentés ou réduits en fonction des caractéristiques du dossier.
- Note : les grandes similitudes que présente ce règlement avec celui de la Cour d'Arbitrage de la Chambre de Commerce de Madrid, sont dues au fait que les deux s'inspirent des excellents travaux réalisés par le « Club Español del Arbitraje ».

### 3.3.- Règlement du Tribunal Arbitral de Barcelone:

- Les mesures qui peuvent être demandées sont des mesures conservatoires ou d'anticipation/conservation des moyens de preuve et, en général, toute mesure pour maintenir, sauvegarder ou rétablir une situation déterminée.
- La partie demanderesse est tenue de prêter caution pour assurer les dommages et intérêts qu'elle puisse causer à la contrepartie, et que l'arbitre sera tenu de fixer.
- Seront nommés arbitre d'urgence les membres du conseil du Tribunal Arbitral de Barcelone par tour de rôle et, à défaut, un juriste de prestige élu par majorité des deux tiers.
- Les mesures peuvent être accordées avec ou sans audience de la contrepartie.
- Les parties pourront attaquer par devant l'arbitre d'urgence, la décision rendue par celui-ci dans un délai de cinq jours à compter de la notification de cette dernière.

- L'arbitre pourra alors révoquer ou maintenir la décision accordée, voire même la substituer par une garantie.
- Aucun délai n'est fixé en ce qui concerne la nomination de l'arbitre d'urgence ou la durée de la procédure.
- De même, aucune prévision n'est faite en ce qui concerne la possibilité pour l'arbitre d'urgence de connaître d'un futur arbitrage lié à cette affaire.
- Rien n'est dit en ce qui concerne la forme que doit revêtir la décision finale qu'il doit rendre, mais tout semble indiquer qu'il devra s'agir d'une sentence.
- Rien n'est dit en ce qui concerne le caractère obligatoire de cette décision.
- La décision rendue par l'arbitre d'urgence sera révoquée si la partie ne continue pas au fond avec la procédure arbitrale dans un délai maximum de 30 jours ; ne satisfait pas les frais demandés par l'institution dans ce même délai ; si un tribunal étatique la révoque ou si le tribunal arbitral, une fois constitué, les révoque.
- L'arbitre d'urgence cesse ses fonctions lorsque le tribunal arbitral est constitué, sous réserves de pouvoir rendre la ou les décisions qui n'auraient pas encore été rendues à ce stade.

#### **3.4.- Règlement de la « CIMA » :**

- Le délai pour demander une mesure d'urgence court à partir de la date à laquelle est présentée la demande d'arbitrage, et jusqu'à la constitution du tribunal arbitral.
- Le Règlement parle de "mesures conservatoires urgentes", sans spécifier leur nature concrète.
- L'arbitre d'urgence aura les facultés prévues à l'article 37 du Règlement (qui s'occupe des conditions requises pour accorder une mesure conservatoire).
- La partie demanderesse doit justifier l'urgence de sa demande.
- L'arbitre d'urgence est nommé dans les soixante-douze heures qui suivent la réception de la demande.
- La récusation de ce dernier doit être faite dans les vingt-quatre heures qui suivent sa nomination.
- Sauf accord des parties, l'arbitre d'urgence ne pourra pas connaître d'un arbitrage futur lié à cette affaire, ni pourra être nommé s'il a participé à une médiation entre les mêmes parties.
- La décision devra être rendue dans un délai maximal de trente jours (qui pourra être prorogé par la Cour), à compter de la date de remise du dossier à l'arbitre.
- La décision finale peut revêtir la forme d'une ordonnance (« orden procesal ») ou d'une sentence, et devra être motivée, signée et notifiée par l'arbitre.
- Cette ordonnance sera obligatoire pour les parties et devra être volontairement accomplie par les parties, et pourra être modifiée ou révoquée par le tribunal arbitral.
- La décision ne sera plus obligatoire si l'arbitre d'urgence ou le tribunal arbitral le disposent et si la demande d'arbitrage ne se présente pas dans les trente jours qui suivent la date à laquelle la décision de l'arbitre d'urgence a été rendue.

#### **3.5.- Règlement de la Cour d'arbitrage de la Chambre de Commerce de Lima :**

- Le Règlement ne spécifie pas le type de mesures concrètes qui peuvent être demandées (il ne parle que de « mesures d'urgence »).
- La partie demanderesse doit justifier l'urgence de sa demande.

- La Cour peut ne pas donner suite à la demande d'arbitre d'urgence si elle considère plus approprié de procéder à la constitution du Tribunal Arbitral pour donner suite à celle-ci.
- L'arbitre d'urgence est nommé dans les deux jours qui suivent la réception de la demande.
- La récusation de ce dernier doit être faite dans les trois jours suivants à sa nomination.
- Sauf accord des parties, l'arbitre d'urgence ne pourra pas connaître d'un arbitrage futur lié à cette affaire.
- L'arbitre d'urgence conduit la procédure d'urgence comme il l'estime opportun, tout en respectant les grands principes du procès équitable.
- La décision finale doit être rendue dans un délai de quinze jours, qui peut être prorogé de manière motivée par les parties, l'arbitre d'urgence ou la Cour.
- L'arbitre peut demander la constitution d'une garantie.
- Il peut, de même, révoquer à tout moment ou modifier sa décision, si le tribunal arbitral n'a pas encore été constitué, à la demande des parties.
- Le Règlement ne spécifie pas la forme que doit revêtir la décision de l'arbitre d'urgence.
- Le Règlement ne parle pas non plus du caractère obligatoire ou non de la décision rendue par l'arbitre d'urgence, ou du fait de si elle devra être ou non volontairement accomplie par les parties.
- L'arbitre cesse dans sa mission et sa décision ne sera plus obligatoire si la demande d'arbitrage ne se présente pas dans les dix jours qui suivent la date à laquelle la demande d'arbitre d'urgence a été présentée (sauf si l'arbitre d'urgence considère qu'un délai plus long doit être accordé) ; si la récusation de l'arbitre a été acceptée ; si la partie se désiste de sa demande d'arbitrage ou si l'arbitrage finit avant qu'une sentence ne soit rendue.

### **3.6.- Règlement de la Corte Española de Madrid :**

- Le Règlement parle de "mesures conservatoires urgentes", sans spécifier leur nature concrète.
- L'arbitre d'urgence aura les facultés prévues à l'article 15 du Règlement (qui s'occupe des conditions requises pour accorder une mesure conservatoire).
- Sauf accord des parties, l'arbitre d'urgence ne pourra pas connaître d'un arbitrage futur lié à cette affaire, ni pourra être nommé s'il a participé à une médiation entre les mêmes parties.
- La décision finale peut revêtir la forme d'une ordonnance (« orden procesal ») ou d'une sentence provisoire, et devra être motivée, signée et notifiée par l'arbitre.
- Cette dernière pourra être confirmée, modifiée ou annulée par le tribunal arbitral.

## ANNEXE

### 1.- Règlement de la “Corte de arbitraje” de la Chambre de Commerce de Madrid

#### Anexo II: ÁRBITRO DE EMERGENCIA

##### 1. Árbitro de Emergencia

Con anterioridad de la constitución del tribunal arbitral, cualquiera de las partes podrá solicitar el nombramiento de un Árbitro de Emergencia para que acuerde medidas cautelares o de anticipación o aseguramiento de prueba urgentes (“Medidas Urgentes”).

##### 2. Solicitud

1. La Solicitud de Nombramiento de Árbitro de Emergencia deberá incluir:

- a) El nombre completo, dirección y demás datos relevantes para la identificación y contacto de las partes.
- b) El nombre completo, dirección y demás datos relevantes para la identificación y contacto de las personas que vayan a representar al solicitante del Árbitro de Emergencia.
- c) Una breve descripción de la controversia.
- d) Una relación de las Medidas Urgentes que se solicitan y las razones en las que se basa.
- e) Las razones por las cuales el solicitante considera que la adopción de Medidas Urgentes no pueden esperar hasta la constitución del tribunal arbitral.
- f) El convenio o convenios arbitrales que se invocan.
- g) Mención al lugar e idioma del procedimiento de emergencia, y el derecho aplicable a la adopción de las Medidas Urgentes solicitadas.

2. A la Solicitud de Nombramiento de Árbitro de Emergencia deberán acompañarse, al menos, los siguientes documentos:

- a) Copia del convenio arbitral o de las comunicaciones que dejen constancia del mismo.
- b) Constancia del pago de la provisión de fondos para el procedimiento de Solicitud de Nombramiento de Árbitro de Emergencia de conformidad con el artículo 8 de este Anexo.
- c) Una copia de la Solicitud de Nombramiento Árbitro de Emergencia para cada contraparte y una copia para el Árbitro de Emergencia.

Adicionalmente, podrán acompañarse los documentos que considere el solicitante convenientes para facilitar la consideración de la petición.

##### 3. Notificación de la Solicitud

1. Tan pronto como sea recibida una Solicitud de Nombramiento de Árbitro de Emergencia, la Corte enviará dicha solicitud a la otra parte salvo que:

- a) La Solicitud de Nombramiento de Árbitro de Emergencia se haya recibido con posterioridad a la constitución del tribunal arbitral.

b) El solicitante no haya acreditado el pago de la provisión de fondos para el procedimiento de emergencia de conformidad con el artículo 8 de este Anexo.

c) La Corte carezca manifiestamente de competencia para conocer del arbitraje.

2. La Corte solicitará a esta parte que identifique con nombre completo, dirección y demás datos de contacto a las personas que vayan a representar a la parte.

#### **4. Nombramiento de Árbitro de Emergencia**

1. La Corte nombrará un Árbitro de Emergencia en el menor tiempo posible, orientativamente, en el plazo de dos días desde que la Secretaría haya recibido la Solicitud de Nombramiento de Árbitro de Emergencia en forma.

2. El Árbitro de Emergencia deberá aceptar su nombramiento dentro de los dos días siguientes a la recepción de su nombramiento por la Corte. A tal efecto, deberá suscribir una declaración de independencia, imparcialidad y disponibilidad en los términos del artículo 11.2 del Reglamento.

3. Una vez que el Árbitro de Emergencia haya aceptado su nombramiento, la Corte lo notificará a las partes y entregará el expediente al Árbitro de Emergencia.

4. La solicitud de recusación de un Árbitro de Emergencia deberá realizarse en los términos establecidos en el artículo 15 del Reglamento y presentarse dentro de los dos días siguientes a la recepción de la comunicación del nombramiento del Árbitro de Emergencia o de la fecha, si fuera posterior, en que la parte conociera los hechos en que funde la recusación. Una vez oída la otra parte y al Árbitro de Emergencia en el menor tiempo posible, la Corte resolverá dicha recusación motivadamente en el plazo máximo de dos días.

5. Salvo acuerdo en contrario de las partes, el Árbitro de Emergencia no podrá actuar como Árbitro en cualquier arbitraje posterior relacionado con la controversia que haya dado origen a la Solicitud de Nombramiento de Árbitro de Emergencia.

#### **5. Procedimiento**

1. El lugar del procedimiento de emergencia será el acordado por las partes como lugar del arbitraje. A falta de acuerdo por las partes, la Corte decidirá cuál será el lugar del procedimiento de emergencia.

2. El idioma del procedimiento de emergencia será el acordado por las partes como idioma del arbitraje. A falta de acuerdo por las partes, la Corte decidirá cuál será el idioma del procedimiento de emergencia.

3. De todas las comunicaciones, escritos y documentos que una parte traslade al Árbitro de Emergencia deberá enviar simultáneamente copia a la otra parte y a la Corte. La misma regla se aplicará a las comunicaciones y decisiones del Árbitro de Emergencia a las partes o a alguna de ellas.

4. Dentro de los siguientes dos días de la recepción del expediente, el Árbitro de Emergencia establecerá un calendario de actuaciones para el procedimiento de emergencia.

5. Con sujeción a lo dispuesto en el presente Reglamento, el Árbitro de Emergencia podrá dirigir el arbitraje del modo que considere apropiado, observando siempre el principio de igualdad de las partes y dando a cada una de ellas suficiente oportunidad de hacer valer sus derechos.

#### **6. Decisión del Árbitro de Emergencia**

1. El Árbitro de Emergencia deberá decidir sobre las Medidas Urgentes solicitadas en un plazo máximo de siete días a contar desde la fecha de remisión del expediente al Árbitro de Emergencia. La Corte podrá prorrogar este plazo a solicitud fundada del Árbitro de Emergencia si así lo estimare necesario.

2. La decisión del Árbitro de Emergencia deberá adoptar la forma de orden procesal, constar por escrito, estar motivada y firmada por el Árbitro de Emergencia.

3. En dicha orden procesal el Árbitro de Emergencia deberá pronunciarse sobre las costas del procedimiento de emergencia, teniendo en cuenta lo establecido en el artículo 40.6 del Reglamento. Las costas del procedimiento de emergencia deberán incluir los derechos de administración de la Corte, los honorarios y gastos del Árbitro de Emergencia y los gastos razonables incurridos por las partes para su defensa en el arbitraje que hayan sido debidamente acreditados en el procedimiento de emergencia.

4. Corresponderá al Árbitro de Emergencia notificar a las partes la orden procesal en la que decida sobre las Medidas Urgentes dentro del plazo establecido en el apartado 1 del presente artículo, remitiendo una copia a la Corte.

#### **7. Efecto Vinculante de la Decisión del Árbitro de Emergencia**

1. Una vez dictada la orden procesal que contenga la decisión del Árbitro de Emergencia, ésta será vinculante para las partes, quienes se obligan a cumplir la misma voluntariamente sin demora.

2. El Árbitro de Emergencia podrá modificar o revocar una decisión de emergencia, a solicitud razonable de cualquiera de las partes, realizada con anterioridad a la constitución del tribunal arbitral.

3. La decisión del Árbitro de Emergencia dejará de ser vinculante en los siguientes casos:

a) Si así fuera establecido por el Árbitro de Emergencia o el tribunal arbitral.

b) En caso de que la Solicitud de Nombramiento de Árbitro de Emergencia se haya realizado con anterioridad a la presentación de la Solicitud de Arbitraje, si ésta no se presenta dentro de los quince días siguientes a la fecha de Solicitud de Nombramiento de Árbitro de Emergencia.

c) En caso de finalización del arbitraje por emisión de Laudo Final o por cualquier otra circunstancia.

#### **8. Costes del Procedimiento**

El coste del procedimiento de adopción de Medidas Urgentes por un Árbitro de Emergencia será de 1.500 euros de derechos de administración de la Corte y 7.500 euros de honorarios del Árbitro de Emergencia. La Corte, de oficio o a solicitud del Árbitro de Emergencia, podrá modificar al alza o a la baja estos costes si la naturaleza del caso, el trabajo realizado por el Árbitro de Emergencia u otras circunstancias relevantes así lo aconsejan.

## **2.- Règlement de la “Asociación Europea de Arbitraje”**

### **Anexo II**

#### **1. Árbitro de emergencia**

Hasta la constitución del tribunal arbitral, cualquiera de las partes podrá solicitar a la Asociación el nombramiento de un árbitro de emergencia para que adopte medidas cautelares o de anticipación o de aseguramiento de prueba urgentes que no puedan esperar a la constitución del tribunal arbitral.

#### **2. Solicitud de nombramiento de árbitro de emergencia**

1. La solicitud de nombramiento de árbitro de emergencia deberá presentarse en un número de copias suficientes para que la Asociación, el árbitro de emergencia y la otra parte o partes reciban una copia de la misma. Deberá incluir:

a) El nombre completo, dirección y demás datos relevantes para la identificación y contacto de las partes y de sus representantes, en su caso.



- b) El nombre completo, dirección y demás datos relevantes para la identificación y contacto de las personas que vayan a representar al solicitante del árbitro de emergencia.
- c) Una breve descripción de la controversia y de las medidas que se solicitan y las razones en las que se basa.
- d) Las razones por las cuales el solicitante considera que la adopción de las medidas que se solicitan no pueden esperar hasta la constitución del tribunal arbitral.
- e) El acuerdo arbitral y cualquier otro convenio pertinente.
- f) El lugar e idioma del procedimiento de emergencia, y el derecho aplicable a la adopción de las medidas solicitadas.

2. La solicitud de nombramiento de árbitro de emergencia deberá acompañarse de, al menos, los siguientes documentos:

- a) Copia del convenio arbitral o de las comunicaciones que dejen constancia del mismo.
- b) Prueba del pago del monto referido en el artículo 10 del Reglamento.
- c) Cualquier otro documento conveniente para la consideración de la petición.

### **3. Notificación de la solicitud de nombramiento de árbitro de emergencia**

1. Tan pronto como sea recibida una solicitud de nombramiento de árbitro de emergencia, la Asociación examinará la misma y transmitirá una copia a la otra parte si estima que las disposiciones del árbitro de emergencia resultan de aplicación.

2. En todo caso, la Asociación no dará traslado de la solicitud de nombramiento de árbitro de emergencia si el tribunal arbitral ya se ha constituido o si el solicitante no ha acreditado el pago de la provisión de fondos para el procedimiento de árbitro de emergencia.

### **4. Nombramiento de árbitro de emergencia**

1. La Asociación nombrará un árbitro de emergencia en el menor tiempo posible, normalmente en el plazo de dos días hábiles desde que la Asociación haya recibido la solicitud de nombramiento de árbitro de emergencia. El árbitro de emergencia deberá aceptar su nombramiento en el plazo de dos días hábiles y deberá suscribir con su aceptación una declaración de independencia, imparcialidad y disponibilidad.

2. El árbitro de emergencia deberá ser y permanecer independiente e imparcial y no podrá participar en ningún arbitraje relacionado con la controversia que haya dado lugar a la solicitud de nombramiento de árbitro de emergencia.

3. Una vez que el árbitro de emergencia haya aceptado su nombramiento, la Asociación lo notificará a las partes y entregará el expediente al árbitro de emergencia. Desde ese momento, todas las comunicaciones de las partes al árbitro de emergencia deberán hacerse directamente al mismo, con copia a la Asociación.

### **5. Recusación del árbitro de emergencia**

1. La solicitud de recusación de un árbitro de emergencia deberá presentarse por cualquiera de las partes dentro de los dos días hábiles siguientes a la recepción de la comunicación del nombramiento del árbitro de emergencia o de la fecha, si fuera posterior, en que la parte conociera los hechos en que funde la recusación. Una vez oída la otra parte y al árbitro de emergencia en un plazo adecuado, la Asociación resolverá dicha recusación en el plazo máximo de dos días hábiles.

2. En caso de que tenga éxito la recusación, la Asociación nombrará un nuevo árbitro de emergencia de conformidad con el artículo anterior.

### **6. Sede e idioma del procedimiento de emergencia**

1. Si las partes han acordado la sede del arbitraje, ésta será la sede del procedimiento del árbitro de emergencia. A falta de tal acuerdo, la Asociación fijará la sede del procedimiento de emergencia.
2. El idioma del procedimiento de emergencia será el acordado por las partes como idioma del arbitraje. A falta de acuerdo por las partes, el idioma será el del acuerdo arbitral.

#### **7. Procedimiento de emergencia**

1. El árbitro de emergencia establecerá un calendario procesal para el procedimiento de emergencia en un plazo de dos días hábiles desde la recepción del expediente.
2. El árbitro de emergencia dirigirá el procedimiento de emergencia del modo que considere apropiado, respetando, en todo caso, el principio de igualdad y dando a cada una de las partes una oportunidad razonable para presentar su caso.
3. En caso de que tenga éxito la recusación del árbitro de emergencia no suspenderá el procedimiento de emergencia, que continuará conforme al calendario hasta el momento que corresponda tomar la decisión por el árbitro de emergencia. Si de conformidad con el calendario establecido, alguna parte tuviera que presentar algún escrito, éste se comunicará a la Asociación mientras no se haya nombrado al árbitro de emergencia sustituto. Una vez nombrado, la Asociación le transmitirá el expediente y el árbitro de emergencia sustituto retomará las actuaciones.

#### **8. Decisión del árbitro de emergencia**

1. La decisión del árbitro de emergencia deberá ser motivada y constar por escrito y firmada por el árbitro de emergencia. La misma revestirá la forma de orden procesal.
2. El árbitro de emergencia adoptará una decisión sobre las medidas solicitadas en los diez días hábiles siguientes desde que estableciera el calendario procesal para el procedimiento de emergencia. La Asociación, considerando las circunstancias, podrá prorrogar este plazo de oficio o a petición motivada del árbitro de emergencia.
4. La orden emitida por el árbitro de emergencia se pronunciará sobre las costas del procedimiento de emergencia, las cuales incluirán entre otros los derechos de administración de la Asociación, los honorarios y gastos del árbitro de emergencia y los gastos razonables incurridos por las partes en el procedimiento de emergencia.

#### **9. Efecto Vinculante de la Decisión del Árbitro de Emergencia**

1. Una vez dictada la orden procesal que contenga la decisión del árbitro de emergencia, ésta será vinculante para las partes, quienes se obligan a cumplir la misma voluntariamente.
2. El árbitro de emergencia podrá modificar o revocar una decisión de emergencia, a solicitud razonable de cualquiera de las partes, realizada con anterioridad a la constitución del tribunal arbitral.
3. La orden del árbitro de emergencia dejará de ser vinculante cuando:
  - a) La Asociación no haya recibido la solicitud de arbitraje en un plazo de 15 días desde la presentación de la solicitud de nombramiento de árbitro de emergencia;
  - b) Posteriormente a la orden del árbitro de emergencia la Asociación acepte una recusación del árbitro de emergencia;
  - c) El tribunal arbitral dicte el laudo final, salvo que indique lo contrario;
  - d) El tribunal arbitral decida revocar o modificar la orden del árbitro de emergencia;
  - e) El procedimiento arbitral finalice, ya sea por acuerdo entre las partes o por el retiro de las demandas.

#### **10. Costes del Procedimiento**

1. El coste del procedimiento de emergencia será de mil euros (1.000 €.-) por derechos de administración de la Asociación y seis mil euros (6.000 €.-) de honorarios del árbitro de emergencia. No obstante, en función de las circunstancias o la naturaleza del caso entre otros, la Asociación podrá modificar al alza o a la baja estas cuantías. La Asociación comunicará la modificación de las cuantías dentro de los dos días siguientes a la recepción de la solicitud de nombramiento de árbitro de emergencia y emplazará, en su caso, al abono de las cuantías adicionales. En caso de que el solicitante no abone las cuantías adicionales en el plazo indicado por la Asociación, se entenderá retirada la solicitud.
2. En caso de que el procedimiento de emergencia finalizara con anterioridad al dictado de la orden del árbitro de emergencia, la Asociación determinará la cuantía a reembolsar al solicitante. En todo caso, la cuantía de mil Euros (1.000 €.-) por honorarios de la Asociación no será reembolsable.

### **3.- Règlement du Tribunal Arbitral de Barcelone**

(a) Definición de la función de Árbitro de Emergencia.-

Salvo acuerdo contrario de las partes, el Árbitro de Emergencia podrá adoptar medidas cautelares y órdenes preliminares, con carácter provisional y sujeto al resultado del proceso, desde el inicio del procedimiento a petición de parte y bajo la exclusiva responsabilidad de ésta, fijando, en su caso, la caución que considere pertinente.

(b) Requisitos para solicitar su nombramiento.

Podrá pedir el nombramiento de Árbitro de Emergencia quien sea parte de un convenio arbitral con la finalidad de mantener o reponer un statu quo durante la sustanciación del arbitraje, asegurar pruebas, preservar bienes que puedan deteriorarse o perderse durante el procedimiento o evitar o impedir cualquier otra circunstancia que pueda hacer inútil o ineficiente el proceso arbitral o su resultado.

También deberán justificarse cualesquiera razones que impidan esperar al nombramiento y aceptación del Árbitro del procedimiento.

Junto con la petición de medidas cautelares y órdenes preliminares deberá ofrecerse caución para cubrir las responsabilidades que puedan derivarse en el caso de que se alcen las medidas o dejen sin efecto las órdenes siempre que se pudiera producir un perjuicio económico determinable. La caución será de la clase y cuantía que el Árbitro de Emergencia entienda adecuadas a las circunstancias.

(c) Personas elegibles como “Árbitro de Emergencia”.

Son elegibles como Árbitro de Emergencia los miembros de la Junta de Gobierno del TAB que hayan manifestado querer colaborar en esta función, para lo que se formará un turno. En caso de imposibilidad la Junta de Gobierno podrá designar, por mayoría cualificada de dos terceras partes de los presentes o representados a un jurista de reconocido prestigio.

Las partes podrán controlar en cualquier momento la independencia e imparcialidad del árbitro, quien deberá firmar una declaración de intereses.

(d) Nombramiento del “Árbitro de Emergencia”.

El Árbitro de Emergencia será el que por turno corresponda, de acuerdo con lo establecido en el párrafo c) anterior y que no presente o revele circunstancias que puedan dar lugar a su recusación.

(e) Jurisdicción y obligaciones del “Árbitro de Emergencia”.

El Árbitro de Emergencia comenzará sus actuaciones desde que Secretaria le notifique la presentación de una solicitud de nombramiento y de medidas cautelares u órdenes preliminares y se hayan pagado los derechos correspondientes.

El Árbitro de Emergencia oír y resolverá las objeciones, oposiciones e incidencias que surjan de las peticiones de medidas cautelares o preliminares.

(f) Procedimiento.

Si así se ha pedido, el Árbitro de Emergencia podrá, si lo estima oportuno, acordar medidas cautelares u órdenes preliminares con o sin audiencia de la parte frente a la que se pidan. En todo caso la decisión del Árbitro de Emergencia al respecto podrá ser impugnada por las partes ante el propio Árbitro de Emergencia o, en su caso, ante el Árbitro de procedimiento, en el plazo de CINCO días a partir de su notificación a las partes.

Asimismo el Árbitro de Emergencia podrá alzar o modificar las medidas acordadas o sustituirlas por caución suficiente a su juicio, a petición de parte y según las circunstancias.

(g) Alzamiento de las medidas adoptadas por el Árbitro de Emergencia.

Las medidas adoptadas por el Árbitro de Emergencia quedarán alzadas en los siguientes supuestos:

(i) Si la parte que las ha solicitado no prosigue el arbitraje sobre el fondo del asunto o no satisface los derechos y provisiones de fondos que le hubieren sido notificados de conformidad con la Tarifa y este Reglamento y que a la misma le correspondieran, todo ello dentro del plazo máximo de TREINTA DÍAS siguientes a que fueran giradas.

(ii) Si un tribunal estatal competente decretara su levantamiento.

(iii) Si el Árbitro del Procedimiento, las dejara total o parcialmente sin efecto a instancia de parte y mediante nueva resolución.

(h) Cese del “Árbitro de Emergencia”.

El Árbitro de Emergencia cesará en el momento en que el Árbitro del Procedimiento acepte incondicionalmente, el cual asumirá la competencia exclusiva del proceso cautelar.

Sin perjuicio de lo anterior, el Árbitro de Emergencia podrá dictar las resoluciones o laudo que en el momento de aceptación del Árbitro del Procedimiento tuviera pendientes, siempre que la economía procesal y los beneficios de la intermediación a su criterio así lo aconsejen.

(i) De la reclamación de daños y perjuicios por medidas cautelares u órdenes preliminares alzadas o dejadas sin efecto.

La parte frente a la que se hubieran acordado medidas cautelares u órdenes preliminares que hubieran quedado sin efecto o hubieren sido alzadas, podrá reclamar los daños y perjuicios efectivos, económicamente determinables, causados por las mismas, frente a la parte bajo cuya responsabilidad fueron solicitadas y acordadas. En tal caso o en previsión del mismo, quien pretendiera exigir tales responsabilidades podrá solicitar que no se devuelva la caución que en su caso se hubiera servido para acordar las medidas, la cual quedará sujeta a las responsabilidades que en su día se resuelvan.

La acción de reclamación de daños y perjuicios deberá necesariamente ejercitarse dentro del plazo de tres meses desde que se alzarán o quedaran sin efecto las medidas y quedará sometida a arbitraje, por lo que la parte que reclamare los daños deberá instar procedimiento arbitral al efecto separadamente ante el mismo árbitro o, en caso de haber cesado, ante el que se designe de común acuerdo por las partes o designe la Institución, entendiéndose extendido el convenio arbitral a dicha acción y, en su caso, prorrogada paccionadamente la jurisdicción del Árbitro del Procedimiento.

Integrará el objeto de arbitraje, la determinación de la existencia o no de perjuicio efectivo por la adopción de las medidas, la imputación del mismo, su alcance y la eventual condena al resarcimiento.

(j) Será de aplicación a la solicitud de medidas cautelares y ordenes preliminares al árbitro de emergencia la Tarifa del Anexo.

**DISPOSICIÓN TRANSITORIA:** El presente reglamento complementa y será de aplicación preferente sobre el Reglamento 2004 vigente en la fecha y será aplicable a los arbitrajes que se inicien con posterioridad a su entrada en vigor. Los arbitrajes en curso y en fase pre-arbitral podrán acogerse a este reglamento si las partes o el convenio arbitral no excluyera la adopción de medidas cautelares

**ENTRADA EN VIGOR:** El presente reglamento entrará en vigor el 1º de septiembre de 2014, siempre que hayan transcurrido al menos dos meses desde su publicación en la página web corporativa del Tribunal Arbitral de Barcelona, [www.tab.cat](http://www.tab.cat).

## 4.- Règlement de la « CIMA » :

### Artículo 1. Objeto

Desde la presentación de la solicitud de arbitraje hasta el traslado del expediente arbitral al tribunal arbitral (cf. Reglamento, Artículo 23), cualquiera de las partes podrá solicitar de la Corte el nombramiento de un árbitro de emergencia para la adopción de medidas cautelares urgentes.

### Artículo 2. Facultades

Las facultades del árbitro de emergencia serán las establecidas en el Artículo 37 del Reglamento. Dichas facultades cesarán en el momento del traslado del expediente al tribunal arbitral o cuando así resulte de lo establecido en el Reglamento.

### Artículo 3. Solicitud

La solicitud contendrá –al menos– la siguiente información:

- a. La designación de las partes de la controversia, incluyendo el nombre o denominación social completa, descripción, dirección, teléfono y demás datos de contacto relevantes para su respectiva identificación. En el caso de entidades pertenecientes a un grupo de sociedades, también se indicará dicha circunstancia;
- b. La designación e identificación de los representantes de la solicitante;
- c. Una transcripción del acuerdo arbitral que se invoque como fundamento de la solicitud;
- d. Una sucinta descripción de la naturaleza y las circunstancias de urgencia afectantes de la controversia que fundamenten la pretensión invocada;

- e. Una delimitación motivada de la naturaleza, cuantificación, fundamento y alcance de medida cautelar cuya adopción se pretende;
- f. Una indicación sobre la sede del arbitraje y sobre el idioma del procedimiento;
- g. Tantas copias como partes haya en el procedimiento, una copia para la Corte y otra para el árbitro de emergencia (cf. Reglamento, Artículo 2); y
- h. La acreditación del abono del importe de la tasa de admisión (cf. Reglamento, Apéndice III: Provisión de fondos).

#### **Artículo 4. Notificación y remisión del expediente**

Salvo que la Corte carezca manifiestamente de competencia (cf. Reglamento, Artículo 9), tan pronto como sea recibida una solicitud de nombramiento de un árbitro de emergencia y una vez comprobado el cumplimiento de los requisitos exigidos por el Reglamento para su interposición, la Corte enviará una copia de dicha solicitud a la otra parte y el expediente al árbitro de emergencia.

#### **Artículo 5. Nombramiento**

1. La Corte nombrará un árbitro de emergencia dentro de las setenta y dos (72) horas siguientes a la notificación de la solicitud de nombramiento. La Corte comunicará a las partes el nombramiento realizado.
2. Nombrado el árbitro de emergencia, las partes podrán formular recusación dentro de las veinticuatro (24) horas siguientes a la recepción de la notificación del nombramiento por la Corte, de conformidad con las disposiciones aplicables del Reglamento (cf. Reglamento,
3. Salvo acuerdo expreso por escrito de las partes, ningún árbitro de emergencia podrá haber intervenido previamente como mediador, conciliador o negociador en el mismo conflicto entre éstas, ni ningún árbitro de emergencia podrá ser propuesto como candidato a árbitro en un arbitraje que se derive del mismo conflicto en el que ya haya actuado en tal calidad.

Artículo 6. Sede La sede del procedimiento de emergencia será la convenida por las partes como sede del arbitraje. En ausencia de tal acuerdo, la Corte determinará definitivamente la sede del procedimiento de emergencia (cf. Reglamento, Artículo 26).

#### **Artículo 7. Tramitación**

En la tramitación del procedimiento se seguirán las disposiciones de los Títulos V y VI del Reglamento, debidamente adaptadas a la urgencia propia de los plazos de las solicitudes de esta naturaleza.

#### **Artículo 8. Decisión y efectos**

1. Toda decisión de emergencia sobre medidas provisionales será tomada en un plazo no superior a treinta (30) días, a contar desde la fecha de remisión por la Corte del expediente al árbitro de emergencia. La Corte podrá prorrogar discrecionalmente este plazo previa solicitud motivada del árbitro de emergencia.
2. Tanto si adopta la forma de laudo o la de mera orden, toda decisión del árbitro de emergencia sobre medidas provisionales será escrita y motivada e incluirá la firma del árbitro de emergencia, la fecha de adopción de la medida y la sede del procedimiento de emergencia. La decisión así adoptada será vinculante sólo para las partes. Su contenido y alcance podrá ser ratificado, modificado o derogado por el tribunal arbitral que en su día se constituya.
3. El árbitro de emergencia remitirá copia de la decisión a las partes y a la Corte, para su incorporación al expediente arbitral.
4. El tribunal arbitral podrá modificar o revocar una decisión de emergencia, previa solicitud razonada de cualquiera de las partes.

5. Las partes se obligan a cumplir, sin demora, toda decisión adoptada por el árbitro de emergencia.
6. La decisión de emergencia perderá su carácter vinculante para las partes si así se dispusiese expresamente por el árbitro de emergencia o por el tribunal arbitral, y también si no se iniciara un arbitraje conforme a las disposiciones del Reglamento dentro de los treinta (30) días siguientes a la fecha de la adopción de la decisión por el árbitro de emergencia.

**Artículo 9. Costas del procedimiento**

El árbitro de emergencia se pronunciará sobre las costas de la solicitud de medidas cautelares urgentes, de conformidad con las disposiciones del Reglamento (cf. Reglamento, Artículo 46).

## **5.- Règlement de la Cour d'arbitrage de la Chambre de Commerce de Lima**

**Artículo 1. Solicitud**

1. La parte que desee iniciar un procedimiento ante un Árbitro de Emergencia de conformidad con el artículo 35 del Reglamento de Arbitraje, debe presentar su solicitud de medidas de emergencia al Centro, con copias suficientes para cada parte, el Centro y el Árbitro de Emergencia.
2. La Solicitud de medidas de emergencia debe contener:
  - a) La información de contacto de las partes y de sus representantes.
  - b) La medida cautelar o provisional que se solicita.
  - c) La razón o las razones por las cuales el solicitante requiere que se dicte medidas cautelares urgentes.
  - d) Una descripción breve de la controversia sometida o que ha de ser sometida a arbitraje.
  - e) Una copia del convenio arbitral sobre cuya base se ha de resolver la controversia y del contrato del cual deriva dicha controversia.
3. La parte solicitante puede presentar con su solicitud cualquier documento o información que estime pertinente para la debida y efectiva apreciación de la medida solicitada.
4. La solicitud debe ser acompañada de la constancia de pago del arancel correspondiente.

**Artículo 2. Notificación**

1. La Secretaría notifica la solicitud y los documentos que la acompañen a la otra parte o a las otras partes tan pronto como sea posible, siempre que la parte solicitante haya cumplido con lo dispuesto en el artículo 9(1) de este Apéndice y aprecie la existencia de un convenio arbitral que haga referencia al Reglamento o a la administración del Centro, a menos que considere más apropiado proceder a la constitución del Tribunal Arbitral para la subsecuente remisión de la solicitud respectiva.
2. En caso de que no se haya cumplido con el artículo 9(1) de este Apéndice, la Secretaría rechaza la solicitud, sin perjuicio del derecho de la parte interesada de volver a presentar otra solicitud posteriormente.

**Artículo 3. Nombramiento**

1. El Consejo nombra a un Árbitro de Emergencia seleccionado entre los que integran el Registro de Árbitros del Centro en el plazo de dos días luego de la recepción de la solicitud.
2. Una vez nombrado el Árbitro de Emergencia, la Secretaría le remite los antecedentes de la solicitud de medidas de emergencia y notifica a las partes del nombramiento. Desde ese momento, todas las

comunicaciones escritas de las partes deben dirigirse al Árbitro de Emergencia, con copia al Centro y a las otras partes. De igual manera, debe copiarse al Centro toda comunicación dirigida por el Árbitro de Emergencia a las partes.

**Artículo 4. Deberes del Árbitro de Emergencia**

1. El Árbitro de Emergencia debe encontrarse disponible para el oportuno cumplimiento de su encargo y ser independiente e imparcial respecto de las partes.
2. Cuando sea nombrado, el Árbitro de Emergencia debe aceptar el encargo y suscribir una declaración de independencia e imparcialidad, la cual es enviada por la Secretaría a las partes.
3. El Árbitro de Emergencia no puede actuar como árbitro en ningún arbitraje relacionado con la controversia que haya dado origen a la solicitud.

**Artículo 5. Recusación**

1. Cualquiera de las partes puede recusar al Árbitro de Emergencia cuando exista duda justificada sobre su imparcialidad o independencia.
2. La recusación debe presentarse en el Centro dentro de los tres días después de recibida la notificación del nombramiento del Árbitro de Emergencia, o de que se tomó conocimiento de los hechos en que se funda, si dicho conocimiento es posterior a aquella notificación.
3. Recibida la recusación, la Secretaría debe dar al Árbitro de Emergencia y a las otras partes un plazo de tres días para formular sus comentarios. Cumplido este trámite, con o sin los comentarios del Árbitro de Emergencia o de las otras partes, la recusación es decidida por el Consejo lo antes posible, no estando obligado a expresar la causa o las causas de su decisión.

**Artículo 6. Sede del procedimiento**

1. La sede del procedimiento del Árbitro de Emergencia es aquella acordada por las partes como sede del arbitraje. A falta de dicho acuerdo, la sede es la ciudad de Lima.
2. Toda reunión o comunicación relativa al procedimiento de árbitro de emergencia puede llevarse a cabo en cualquier lugar y por cualquier medio que este considere idóneo, incluyendo conferencias telefónicas o videoconferencias.

**Artículo 7. Conducción del procedimiento**

1. El Árbitro de Emergencia conduce el procedimiento de la manera que estime conveniente según la urgencia y naturaleza de la medida solicitada, resolviendo en el menor tiempo posible
2. El Árbitro de Emergencia debe velar por que cada parte tenga una oportunidad razonable de presentar su posición en lo concerniente a la solicitud de medidas de emergencia.

**Artículo 8. Decisión sobre la solicitud**

1. La decisión debe ser dictada y notificada a las partes dentro de quince días contados a partir de la recepción de la solicitud y los documentos acompañados a ella por parte del Árbitro de Emergencia. Este plazo puede ser ampliado por acuerdo de las partes, por solicitud motivada del Árbitro de Emergencia o cuando el Consejo lo considere conveniente.
2. Toda decisión sobre medidas cautelares de emergencia debe ser motivada, fechada y firmada por el Árbitro de Emergencia, y consignar el lugar de su emisión.
3. La decisión expresa si la solicitud de medida de emergencia es admisible de conformidad con lo dispuesto en el artículo 35 del Reglamento de Arbitraje y si el Árbitro de Emergencia tiene competencia para otorgar las medidas requeridas por la parte solicitante.



4. El Árbitro de Emergencia puede, en su decisión, someter el otorgamiento de la medida solicitada a las condiciones que estime apropiadas, incluyendo la constitución de garantías.
5. La notificación de la decisión se efectúa por cualquier medio que garantice una recepción pronta y segura por las partes.
6. Toda medida de emergencia, a solicitud fundada de cualquiera de las partes, puede ser revocada o modificada por el Árbitro de Emergencia si no se ha constituido el Tribunal Arbitral o por este una vez constituido.
7. Cesa la vigencia del procedimiento ante el Árbitro de Emergencia, y la decisión deja de ser vinculante, por las siguientes causas:
  - a) Por el hecho de no presentarse la solicitud de arbitraje dentro de los diez días siguientes a la fecha de recepción de la solicitud de medidas de emergencia, salvo que el Árbitro de Emergencia determine que se requiere un período más extenso.
  - b) Por la aceptación por el Consejo de una recusación del Árbitro de Emergencia.
  - c) Por el desistimiento de la solicitud del arbitraje o la terminación del arbitraje antes de dictarse el laudo final.

#### **Artículo 9. Costos del procedimiento**

1. Al presentar la solicitud de medidas de emergencia, la parte que solicite medidas cautelares de emergencia debe pagar los costos del procedimiento establecidos para estos efectos en la Tabla de Aranceles del Centro. La solicitud no es procesada ni notificada hasta que el pago de los costos haya sido recibido por la Secretaría.
2. El Consejo, en cualquier momento durante el procedimiento, puede aumentar los costos consignados en la Tabla de Aranceles del Centro, tomando en consideración la naturaleza del caso, el trabajo realizado por el Árbitro de Emergencia o la Secretaría y otras circunstancias relevantes. Si la parte que presentó la solicitud no pagase los costos reajustados del Árbitro de Emergencia en el plazo otorgado por la Secretaría, la solicitud de medida de emergencia se archiva.
3. La decisión del Árbitro de Emergencia se pronuncia sobre los costos del procedimiento y determina qué parte los asume o, en su caso, en qué medida se distribuyen entre las partes. Para estos efectos, los costos incluyen los costos referidos en el artículo 9(1) de este Apéndice, los gastos de representación legal y otros costos razonables asumidos por las partes con ocasión del procedimiento de Árbitro de Emergencia.
4. Si el procedimiento de Árbitro de Emergencia no tuviese lugar de conformidad con lo dispuesto en el artículo 35 del Reglamento de Arbitraje, o si aquel terminare antes de la decisión, el Centro determina el monto a ser reembolsado a la parte solicitante y el monto que por concepto de arancel administrativo no se reembolsa.

#### **Artículo 10. Autoridad del Centro**

Toda cuestión relativa al procedimiento de Árbitro de Emergencia no prevista o no regulada por las reglas de este Apéndice o por el artículo 35 del Reglamento, es resuelta por el Consejo y el Árbitro de Emergencia, según el espíritu del Reglamento y de este Apéndice

## **6.- Règlement de la « Corte Española de Arbitraje» :**

### **Artículo 15 Medidas cautelares y provisionales. Árbitro de urgencia**

1 Los árbitros podrán, salvo acuerdo en contrario de las partes, adoptar las medidas cautelares o provisionales que estimen necesarias.

2 Los árbitros podrán supeditar la adopción de dichas medidas a la previa constitución de caución o garantía suficiente, que se exigirá a la parte solicitante en la forma, cuantía y tiempo que estimen convenientes. Tal caución sustitutoria también podrá exigirse con posterioridad a la adopción de la medida cautelar.

3 A las decisiones arbitrales sobre medidas cautelares o provisionales, cualquiera que sea la forma que revistan, les serán de aplicación las normas sobre anulación y ejecución forzosa de la Ley de Arbitraje que resulte de aplicación.

4 Cuando una parte requiera una medida urgente previa a la constitución del tribunal, la Corte podrá nombrar un árbitro de urgencia para decidir la solicitud de medidas urgentes, previa audiencia de las partes y conforme a lo previsto en el reglamento. Sus competencias serán idénticas a las del Tribunal arbitral previstas en el Art 14 del Reglamento, cesando en sus funciones una vez constituido el mismo. El Tribunal arbitral podrá confirmar, modificar o anular el laudo provisional u orden dictado por el árbitro de urgencia. El árbitro de urgencia no podrá actuar como miembro del tribunal salvo acuerdo en contrario de las partes.